

LE BLOGUE DE
PATRICK LAGACÉ
cyberpresse.ca GARDEZ LE FIL

Mercredi, 15:14
Voici un club de danseuses
exotiques qui n'a ...

cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 12 mars 2009 à 00h25 | Mis à jour à 00h28

Le taux de décrochage chute dans les écoles secondaires de l'Ontario



Kathleen Wynne
Archives, LeDroit



Philippe Orfali
Le Droit

Plus de 77 % des élèves de l'Ontario ont obtenu leur diplôme d'études secondaires dans les délais prescrits l'an dernier, quatre ans après le lancement de mesures visant à promouvoir la réussite scolaire dans les écoles de la province.

Et, bonne nouvelle, les résultats sont encore meilleurs dans les écoles francophones d'Ottawa.

Près du tiers des élèves ontariens ne terminaient pas leurs études secondaires en 2005. C'est maintenant chose du passé, témoignent les chiffres dévoilés en début de semaine par la ministre de l'Éducation Kathleen Wynne. Dans la région, le Conseil des écoles

publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) affiche un taux de diplomation de 92,9 % pour l'an dernier. Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) obtient quant à lui un taux de réussite de 84,6 % et devrait pouvoir dépasser en 2008-2009 l'objectif provincial de 85 %.

L'école autrement

Parmi les mesures mises en place dans le cadre de la Stratégie visant la réussite des élèves de l'Ontario, on compte la création d'une multitude de programmes spécialisés permettant aux élèves ayant peu d'intérêt pour la salle de classe de se familiariser avec un domaine qui les intéresse, sur le terrain. Des programmes scolaires qui s'adaptent aux élèves, et non l'inverse.

C'est le cas de Philippe St-Amour, finissant au Centre professionnel et technique Minto. « Pour moi, l'école c'était fini. Je ne me voyais pas passer encore deux ans de ma vie, pris entre les quatre murs d'une salle de classe », explique le grand gaillard de 18 ans. Après quelques difficultés scolaires, il s'est finalement tourné vers le programme Focus Construction, offert par le CECLFCE. « J'ai aussi fait un stage coop avec un électricien. D'ici dix ans, j'aimerais avoir ma propre entreprise de charpentes », dit-il.

Philippe St-Amour a aussi bénéficié de la double reconnaissance de crédits. Les cours réussis compteront tant pour son diplôme d'études secondaires que pour son diplôme collégial. « Cela va me permettre de compléter mon DEC spécialisé en deux ans plutôt que trois », dit-il.

Autre exemple : les jeunes passionnés de danse peuvent s'inscrire dans une majeure haute spécialisation en Arts et culture. Dans ce type de programme, on enseigne les matières obligatoires en mettant l'accent sur le domaine de spécialisation.

Des programmes qui font effet

Le CECLFCE a réduit son taux d'abandon scolaire de plus de 300 % en trois ans, s'est félicité hier la directrice de l'éducation Lise Bourgeois, lors d'une foire d'information sur les programmes spécialisés. « Entre 2005 et 2008, le nombre d'élèves ayant abandonné l'école est passé de 275 à seulement 69 », dit-elle. Le CEPEO est lui aussi parvenu à réduire son taux d'abandon scolaire, qui est passé de 2,4 % en 2005 à 1,1 % l'an dernier.

Ces données sont le résultat d'un changement de mentalité, tant à Queen's Park que dans les conseils scolaires de la province, estime Mme Bourgeois. « En étudiant le cas de décrocheurs et d'élèves à risque, le ministère et les intervenants dans les écoles se sont rendu compte qu'il fallait faire l'école autrement, résume-t-elle. Ce n'est pas tout le monde qui est fait pour étudier en salle de classe, et il était fondamental que ces jeunes aient les mêmes possibilités que les autres. »

Du chemin à faire

Malgré le succès de ces mesures, il reste encore beaucoup de chemin à faire pour que l'Ontario atteigne l'objectif qu'il s'est fixé, soit un taux de diplomation de 85 % d'ici 2010-2011. Depuis 2003-2004, le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires a augmenté de neuf points de pourcentage, mais semble vouloir se stabiliser. Et dans ses statistiques, le gouvernement considère qu'un diplôme de quatre ans est « réussi » s'il est obtenu en... cinq ans.

Il est désormais illégal de quitter sans raison valable l'école avant l'âge de 18 ans - plutôt que 16 auparavant -, mais la province peine toujours à retenir ses élèves.

Section **CUISINE**SUGGESTIONS DE VINS
RECETTES
CRITIQUES DE RESTOSGARD
cyber**cyberpresse.ca****LeDroit**613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 12 mars 2009 à 00h08 | Mis à jour à 00h15

Abolition de conseils catholiques ontariens

Jeanne Charlebois fait bande à part



Jeanne Charlebois
Archives, LeDroit



[Jean-François Dugas](#)
Le Droit

Tout en pesant ses mots, le président du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO), Michel Pilon, s'est dit attristé hier par les récents voeux païens de la mairesse de Hawkesbury, Jeanne Charlebois.

« Le fait de vouloir amalgamer tous les conseils me fait un peu de peine surtout que nous avons travaillé fort pour obtenir le nôtre. Les francophones seraient les grands perdants », a-t-il déclaré.

Tel que rapporté dans notre édition d'hier, Mme Charlebois a suggéré la création d'une seule commission scolaire ontarienne, unissant les francophones et anglophones, et du même coup, éliminant toute trace

de l'existence des conseils catholiques en province.

À son avis, une telle initiative réduirait grandement les coûts, notamment en évitant le dédoublement de certains services.

« Il n'y a aucune preuve, aucune étude qui démontre qu'un système scolaire amalgamé permettrait de réaliser des économies importantes ou d'offrir de meilleurs services, a tenu à préciser M. Pilon. Il y a beaucoup plus d'éléments positifs que négatifs inhérents à la présence de quatre conseils scolaires. Les chiffres sont là. »

Le président du CSDCEO rappelle par ailleurs que plus de 600 000 élèves ontariens, de la maternelle à la 12e année, fréquentent des écoles catholiques en Ontario. Du nombre 72 000 sont francophones.

Il avance également que 80 % de tous les parents francophones choisissent une éducation fortement axée sur la foi afin d'offrir un meilleur encadrement à leurs enfants.

« J'ai de la difficulté à comprendre qu'une personne peut dire des choses sans avoir des preuves à l'appui », a-t-il lancé.

Orfali surpris

De son côté, le président du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO), Georges Orfali, avoue avoir été surpris de la déclaration de la mairesse de Hawkesbury.

S'il considère que la fusion des conseils scolaires publics et catholiques serait une bonne idée, M. Orfali ne souhaite aucunement que les conseils francophones et anglophones soient à nouveau réunis.

« C'est un recul, c'est retourner des siècles en arrière, croit-il. En tant que francophones, on a lutté pour nos droits, pour avoir notre système d'éducation. »

Le président du CEPEO affirme que les conseils scolaires cohabitant sur un même territoire entretiennent de bonnes relations, notamment pour l'organisation du transport.

« En ayant des conseils différents, il y a une compétition saine, et c'est l'enfant qui est gagnant dans tout ça », ajoute M. Orfali.

Élus consternés

À Hawkesbury, les autres membres du conseil municipal ont été tout simplement horripilés par la bombe lancée par Mme Charlebois.

« C'est inacceptable !, s'insurge Michel Beaulne, un conseiller de longue date. Cela ne reflète aucunement la position du conseil. »

C'est la réputation de la municipalité qui en prend un coup, enchaîne l'échevin Sylvain Dubé.

« Le conseil municipal n'a rien à faire avec les conseils scolaires. Elle ne réalise pas que quand elle parle, elle parle au nom du conseil municipal. Nous lui avons jamais donné le mandat de s'occuper de ça. Déjà que c'est difficile de s'occuper de notre ville », fulminait-il hier.

« Elle déclare des choses sans que nous soyons au courant. Nous sommes en train de se mettre le monde à dos », a-t-il dit d'un ton inquiet.

Selon MM. Beaulne et Dubé, tous leurs confrères désapprouvent le plus récent écart de conduite de la première magistrate. Sa déclaration a aussi créé une onde de choc et de frustrations dans la communauté, soutiennent-ils.

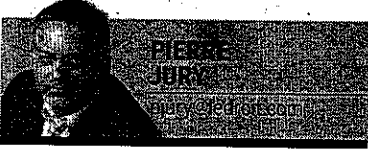
Le député provincial de la région, Jean-Marc Lalonde s'est refusé à tout commentaire hier.

AVEC JUSTINE MERCIER

FORUM

Éditorial

Le feu aux poudres à l'école



La mairesse de Hawkesbury, Jeanne Charlebois, a mis le feu aux poudres en plaidant en faveur d'un seul conseil scolaire pour tout l'Ontario. Se doutait-elle même de la tempête qu'elle provoquerait?

Elle est à Toronto, à la mi-février, lorsqu'elle lance cette suggestion à un panel de ministres du gouvernement McGuinty. Étonnamment, l'affaire mettra deux bonnes semaines avant de s'ébruiter. Pourtant, la proposition était grosse par ses impacts : elle touche toutes les régions de l'Ontario, ses 2,1 millions d'élèves, ses 72 conseils scolaires. Fondre ces 72 entités en une seule n'est pas sans conséquence.

M^{me} Charlebois est d'avis que le temps est venu d'y réfléchir parce que « nous sommes rendus à ce point dans le contexte de la récession ». Pour des motifs financiers, donc. Dans son seul territoire municipal, quatre conseils voient leurs autorités se juxtaposer : un conseil catholique francophone, un conseil public francophone, un conseil catholique anglophone et un conseil public anglophone. Quatre directions d'éducation, quatre politiques différentes, quatre administrations différentes... et, en bout de ligne, la partie la plus évidente : quatre autobus jaunes.

Dans un scénario un peu tiré par les cheveux, mais pas impossible, ces quatre véhicules peuvent se suivre dans une même rue pour ramasser quatre voisins qui fréquentent quatre écoles différentes. Quatre conseils, quatre factures au lieu d'une seule!

Si c'est seulement dans ce sens que la mairesse Charlebois est intervenue, elle a besoin d'un petit rappel historique sur l'importance pour la communauté francophone d'être dotée de ses propres écoles et de ses propres politiques de gestion. Il a depuis longtemps été démontré que les francophones de l'Ontario ont tout à perdre s'ils ne contrôlent pas leurs écoles, leurs budgets et leurs avenir.

Pas question de remettre entre les mains de la majorité

anglophone la mainmise sur le système d'éducation en français, acquise de guerre lasse. Sa proposition vise à subordonner un volet francophone et un volet anglophone sous la coupe d'un gigantesque conseil scolaire qui serait de toute évidence dirigé par une majorité de conseillers anglophones. Les élèves de langue française ne sont tout de même que 90 000 en Ontario, contre 2 millions de langue anglaise.

Sans parler de la protection constitutionnelle dont jouit la communauté francophone et qui a vu la création des 12 conseils scolaires de langue française (huit catholiques et quatre publics) en 1997, il y a 12 années à peine! Bref, les francophones commencent à peine à jouir des bénéfices d'une administration dans leur langue de A à Z que déjà cet appel de M^{me} Charlebois vise à les démanteler...

Culture religieuse

Et si encore c'était vrai, toute cette perspective d'économies d'échelles! Mais on a vu par ailleurs que, dans d'autres domaines – comme les fusions dans le domaine municipal – elles n'ont certes pas fourni autant de bienfaits financiers que le contribuable était en droit de s'attendre, ou s'était fait promettre. Nous ne revien-drons pas ici sur l'évanescence de ces économies. Mais permettez-nous d'en douter.

Le dernier volet de la suggestion de M^{me} Charlebois, c'est la fusion des conseils catholiques et publics. Le Québec est passé à un système totalement laïc en 1998. Mais même dans la Belle Province, où la pratique religieuse n'atteint pas 10 %, est accueillie par un tollé toute intervention qui affecte un tant soit peu la très petite place qui reste au catholicisme (dans les cours d'« Éthique et culture religieuse », notamment). L'Ontario français, de toute évidence, est loin d'avoir rompu autant ses liens avec l'église catholique que le Québec ne l'a fait depuis la Révolution tranquille.

Un jour, sans doute, la fusion des conseils scolaires se fera en Ontario sur des bases linguistiques. Cela commence par des échanges de service, des partenariats. Puis, quelqu'un, quelque part, lancera l'idée. Comme Jeanne Charlebois l'a fait. Mais visiblement, le temps n'est pas encore venu.

LeDroit

BUREAU D'Y
CASIER POS

DIRECTION GÉNÉRALE
Président et éditeur: Jacques Pronovost
Adjointe admin. Véronique Harrington
Promotions Marjorie Vallée

ADMINISTRATION ET FINANCES
Dir. finances et admin. Patrice Bellehumeur
Contrôleur financier Sara Gaulin
Services admin. et paie Lynne Bazinet

RÉDA
Rédar
Chef

Nous payons vos frais d'accès au rése

cyberpresse.ca

Publié le 12 mars 2009 à 04h46 | Mis à jour à 07h22

Le boom des écoles privées se poursuit



Photo Martin Chamberland, La Presse



Marie Allard
La Presse

Le boom de popularité des écoles privées ne se dément pas au Québec. En quatre ans, le nombre d'élèves inscrits au primaire privé a augmenté de 7%, pour atteindre 31 700 enfants en 2007-2008. À l'opposé, le public a perdu 14 % de son effectif au cours de la même période.

Au secondaire, la hausse de fréquentation du privé est encore plus forte, avec un gain de 9% en quatre ans, contre une augmentation de moins de 3% au public. Résultat: près de 89 000 élèves fréquentaient le secondaire privé en 2007-2008, selon les dernières données du ministère de l'Éducation.

Les écoles privées viennent de connaître une période faste, reconnaît Auguste Servant, porte-parole de la Fédération des établissements d'enseignement privés. «Mais pour l'année en cours, 2008-2009, c'est une première : on n'a pas connu de hausse, on a plutôt maintenu notre clientèle», a-t-il précisé.

C'est en soi un exploit, quand on sait que les écoles publiques ont perdu 20 000 élèves cette année. «C'est un constat qu'on ne peut pas nier : nos établissements arrivent à maintenir leur clientèle, alors qu'au public, ils sont plus confrontés aux problèmes démographiques», a reconnu M. Servant.

Bond de 30% au secondaire privé à Laval

L'attrait du privé est particulièrement frappant à Laval, avec une hausse de 15% de la clientèle du primaire privé en quatre ans, et de 30% au secondaire. L'école primaire privée Charles-Perreault, dans le quartier Duvernay, a justement atteint sa pleine capacité il y a quatre ans. Même s'il faut payer 5400 \$ par an pour y envoyer son enfant, ce qui ne comprend pas la garderie après l'école, plusieurs candidats sont refusés faute de place. «Pour 2009-2010, c'est plein, a indiqué Jean-Marc Laspeyres, directeur général de Charles-Perreault. On commence à inscrire pour 2010-2011.»

En Montérégie, la hausse de fréquentation du primaire privé a été de 11% en quatre ans, et de 9% au secondaire privé. Le phénomène est légèrement moins important à Montréal, avec une augmentation de 3% au primaire privé et de 9% au secondaire privé entre 2003-2004 et 2007-2008.

C'est après avoir consulté le Palmarès des écoles que Sanda Popa a choisi d'inscrire son fils de cinq ans au privé. «J'ai vu que les écoles privées se classaient mieux que les écoles publiques, mis à part les écoles internationales», a-t-elle expliqué. En septembre prochain, Marc-Alexandre commencera la maternelle au collège Jacques-Prévert, situé près de l'hôpital du Sacré-Coeur. «Je me suis dit que j'allais mettre toutes les chances de son côté, a poursuivi sa mère. Il faut dire que c'est parce qu'il est enfant unique qu'on peut se le permettre.»

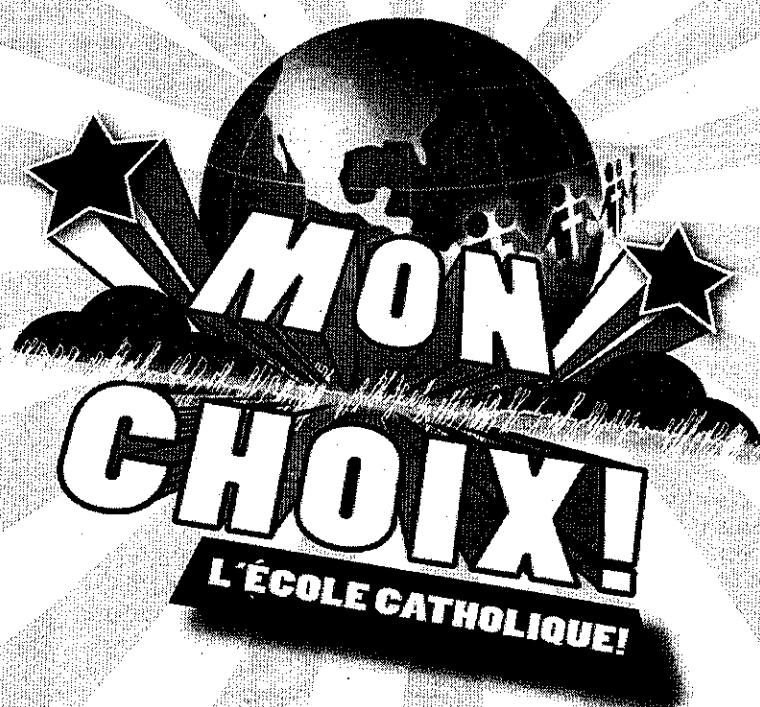
Cette année, le collège Jacques-Prévert accueille 388 élèves, soit une quinzaine de plus que l'an dernier, à la suite d'un agrandissement. «Vers 2006, on a eu une hausse marquante, avec une classe de plus, a dit Élisabeth Desfonds, directrice générale du collège partiellement subventionné. Mais on veut rester une petite école.» Sa clientèle est multiethnique, avec 33% d'élèves d'origine québécoise, 32% d'origine libanaise et 35% d'autres origines.

«Une lutte déloyale»

Mise au parfum des dernières statistiques, Chantal Crochetière, présidente par intérim du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval, a dénoncé «la lutte déloyale» entre le public et le privé. «Nous décrions le fait que les écoles privées soient financées à 60% par le gouvernement, a-t-elle dit. C'est au détriment du public, c'est clair. On sait très bien qu'il y a des élèves qui nous reviendraient au public s'il n'y avait pas ce financement-là. Le public aurait alors des moyens pour offrir des services beaucoup plus adéquats.»

Cyberpresse vous suggère

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

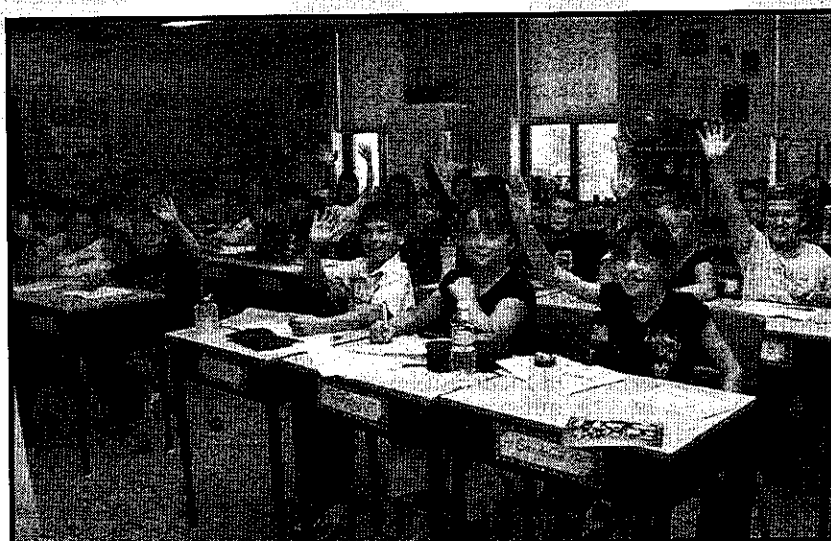


5 écoles catholiques du CSDCEO dans les 10 meilleures de la région

D'après le rapport de l'*Institut Fraser* qui a été publié le 1^{er} mars 2009, cinq écoles du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) se retrouvent parmi les 10 meilleures de toutes les écoles élémentaires qui existent dans les régions de Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott et Russell, tant en langue française qu'en langue anglaise.

L'*Institut Fraser*, un organisme de recherche et de formation indépendant qui œuvre au Canada et aux États-Unis, se base sur différents critères d'amélioration du rendement dont les résultats des tests de l'*Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE)*, afin d'établir le classement des écoles. Notons que l'École élémentaire catholique Saint-Jean-Baptiste de L'Orignal se retrouve au 2^e rang avec une note de 9,3 sur 10 et l'École élémentaire catholique Saint-Joseph de Russell au 4^e rang avec une note de 8,8. Les écoles élémentaires catholiques Marie-Tanguay de Cornwall, Sainte-Félicité de Clarence Creek et Notre-Dame de Cornwall se retrouvent au 8^e, 9^e et 10^e rang avec des notes des 8,2, 8,1 et 8,1 respectivement.

C'est grâce à des stratégies pédagogiques et à des approches personnalisées, que le CSDCEO peut assurer la réussite des élèves. Les membres du personnel du CSDCEO sont très compétents et surtout dévoués. De plus, grâce à une saine collaboration entre l'école, la famille et toute la communauté, les élèves sont plus en mesure de se démarquer!



Les écoles du Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO) se démarquent dans les régions de Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott et Russell.

Saviez-vous que...

Le profil de cheminement de l'élève du CSDCEO vise cinq domaines du développement de l'élève : développement spirituel et culturel, développement social, développement physique, développement psychologique et développement intellectuel.

L'atteinte de ces développements est le fruit d'une collaboration constante entre l'école, la famille et la communauté. Visitez le www.csdceo.ca pour tous les détails.

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien LeDroit.



Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

Ensemble, nous faisons toute une différence!

Les écoles catholiques de langue française du CSDCEO offrent des programmes pour la réussite de tous les élèves, tant au palier élémentaire que secondaire. Avec un meilleur départ dans nos garderies et centres éducatifs, nos élèves acquièrent des valeurs catholiques, une excellente maîtrise du français et un bilinguisme de haut niveau.

1800 204-4098
www.csdceo.ca



lapresseaffaires. cyberpresse.ca

Jeudi 12 mars 2009 06:28:00
Hydro forme une cellule de crise

POUR UN RAPIDE À L'INFO

cyberpresse.ca

leSoleil Espace maintenant disponible
Contactez votre représentant
418.686.3435

Publié le 11 mars 2009 à 05h00 | Mis à jour le 11 mars 2009 à 05h00

Les écoles anglophones de Québec font le plein



L'augmentation est plus importante dans le réseau privé que dans le réseau public, selon les chiffres que le ministère de l'Éducation vient de publier.



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) Pendant que les écoles publiques francophones de Québec se vident, les établissements anglophones se remplissent.

Au cours des cinq dernières années, le nombre d'élèves qui s'instruisent dans la langue de Shakespeare a grimpé de 12 % dans la capitale, passant de 2790 à 3120 jeunes du préscolaire au secondaire. L'augmentation est plus importante dans le réseau privé que dans le réseau public, selon les chiffres que le ministère de l'Éducation vient de publier. Pendant ce temps, le réseau francophone continue de perdre des joueurs.

Dans la région de Québec, le nombre d'élèves a diminué de 6 % au cours de la même période, de 83 530 à 78 400.

«Il faut croire qu'on fait une bonne *job!*», lance en riant Michelle Morin-Doyle, présidente de Central Quebec School Board, pour expliquer ces chiffres. Plus sérieusement, elle croit tout simplement que davantage de parents qui le peuvent choisissent l'école anglaise pour leurs enfants.

Depuis 1977, avec l'entrée en vigueur de la loi 101, seuls les enfants dont les parents ont fréquenté l'école anglaise peuvent étudier dans la langue de Shakespeare. Au Québec, le réseau scolaire anglophone compte 115 000 élèves répartis dans 350 écoles, dont six écoles primaires et deux écoles secondaires dans la capitale. La Central Quebec School Board ne compile toutefois aucune statistique sur la proportion de parents qui ont le droit d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise et qui décident de le faire.

La popularité des écoles anglophones peut aussi être reliée au réseau lui-même, suggère encore Mme Morin-Doyle. «On a de petites écoles, les parents s'impliquent beaucoup... C'est très familial et ce climat a une incidence sur la réussite», dit-elle.

L'augmentation du nombre d'élèves dans les écoles anglaises se limite toutefois à quelques régions - le Bas-Saint-Laurent et la Chaudière-Appalaches connaissent aussi de légères hausses. Dans l'ensemble du Québec, le réseau anglophone a plutôt connu une baisse d'élèves depuis cinq ans, comme dans le secteur francophone.

À l'échelle provinciale, les commissions scolaires anglophones se désolent plutôt de constater que le nombre d'élèves anglophones qui optent pour l'école en français... augmente. Selon les chiffres du ministère, 18 300 élèves de langue maternelle anglaise fréquentaient le réseau francophone en 2003-2004, comparativement à 19 900 en 2007-2008. Une hausse de 8 %.

«C'est de plus en plus important pour les parents que leurs enfants maîtrisent les deux langues», explique Debbie Horrocks, présidente de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec. D'ailleurs, de plus en plus d'écoles anglaises ont développé au cours des dernières années des programmes bilingues ou d'immersion française pour répondre à cette préoccupation, ajoute-t-elle.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Nous payons vos frais d'accès au rése

cyberpresse.ca



Publié le 12 mars 2009 à 00h03 | Mis à jour à 00h06

Québec plus bilingue qu'Ottawa ?



Archives, LeDroit



Dominique La Haye
Le Droit

Malgré les apparences et toutes proportions gardées, la Ville de Québec serait en meilleure posture qu'Ottawa pour remporter le titre de championne du bilinguisme.

On compte plus de francophones parlant l'anglais dans la capitale de la Belle Province que d'anglophones parlant la langue de Molière dans la capitale nationale du Canada. C'est le constat que pose le directeur général de l'Association d'études canadiennes (AEC), Jack Jedwab, en se basant sur les données du recensement de 2006 de Statistique Canada qu'il a croisées à celles du recensement de 2001.

Ces résultats seront présentés, aujourd'hui, au Musée canadien des civilisations, dans le cadre d'un congrès de l'AEC faisant une rétrospective des 40 ans de l'adoption de l'acte des langues officielles, adopté en 1969 par le gouvernement canadien et donnant un statut égal à l'anglais et au français au sein du gouvernement.

Les données révèlent que 28,4 % des anglophones d'Ottawa parlent les deux langues, alors qu'à Québec ce sont 31,6 % des francophones qui sont bilingues.

Les Gatinois champions

De façon générale, la grande région de la capitale nationale compte une population bilingue à 44,4 %.

Gatineau demeure la ville au Québec, voire au pays, comptant le plus de gens bilingues, même s'ils étaient en déclin en 2006 par rapport au recensement précédent. En effet, si 64,4 % de la population gatinoise était bilingue en 2001, ce nombre est descendu à 62,4 % en 2006.

Gatineau est suivi de près par Hawkesbury, où 58 % de la population parle les deux langues, puis Montréal, où le taux de bilinguisme s'élève à 52 %. À Ottawa, 38,3 % de la population parle le français et l'anglais, ce qui constitue une légère hausse par rapport à 2001. Contrairement à la croyance populaire, la ville de Québec n'arrive pas loin derrière, avec un taux de bilinguisme de 33,1 %.

« Pour la région de la capitale nationale du Canada, on doit viser un pourcentage de 51 % pour ce qui est du bilinguisme, si l'on veut vraiment être capable à l'échelle internationale de dire que ce n'est pas seulement bilingue en loi mais aussi dans les faits », fait remarquer M. Jedwab

L'analyse des statistiques en fonction de l'âge de la population montre aussi que si les jeunes anglophones de Gatineau apprennent le français surtout à l'école, 75 % d'entre eux étant bilingues dès l'âge de 15 ans, ce qui n'est pas le cas chez les jeunes francophones, où l'apprentissage de la langue seconde s'effectue une fois arrivés sur le marché du travail. En effet, dès l'âge de 20 ans, à 76 % d'entre eux sont bilingues.

À Ottawa, dès l'âge de 10 ans, 70 % des francophones sont bilingues contre seulement 26 % chez les anglophones. Chez les anglophones de cette municipalité, l'apprentissage du français est en déclin une fois arrivés sur le marché du travail.

L'anglais au travail

Selon les statistiques, sept Gatinois francophones sur dix utilisent le français le plus souvent au travail et huit anglophones sur dix à Ottawa utilisent l'anglais le plus souvent au travail.

En comparaison, l'anglais est la langue de travail dominante pour les deux tiers des francophones d'Ottawa.

Selon les données, les anglophones de la région de la capitale nationale sont maintenant minoritaires, étant passés de 50,3 % en 2001 à 49,3 % cinq ans plus tard. À Gatineau, les anglophones sont aussi en légère baisse, formant 12,6 % de la population.

Même si le nombre de francophones de Gatineau a diminué d'un pour cent sur cinq ans, ils demeurent majoritaires formant 78,5 % de la population. Cette diminution s'explique par le fait que le nombre d'allophones à Gatineau a considérablement augmenté, passant de 14 135 à 20 520 personnes.

TELUS BlackBerry^{MD} Pearl^{MC} Cliquez



*Con

cyberpresse.ca

Contactez la salle de rédaction

Publié le 11 mars 2009 à 23h47 | Mis à jour le 11 mars 2009 à 23h50

Les athées pourront s'afficher sur les autobus



Des affiches comme celle-ci sont déjà présentes à Londres et d'autres apparaîtront à Montréal.
Photo AFP



Louis-Denis Ebacher

Le Droit

L'affichage des publicités mettant en doute l'existence de Dieu peut se poursuivre sur les autobus d'OC Transpo.

Ainsi en a décidé le conseil municipal d'Ottawa, hier, à l'issue d'un débat opposant le groupe Free Thought Association à des représentants religieux. La publicité, déjà présente sur les autobus, affirme que « Dieu n'existe probablement pas. Alors, cessez de vous inquiéter et profitez de la vie ».

La proposition faisant en sorte que cette publicité athée soit permise a été adoptée par les deux tiers des élus. Alex Cullen, qui s'est fait le porte-voix du groupe au conseil, a été remercié par les partisans de la publicité controversée, à la sortie du

vote. « Le message qui est envoyé, c'est que nos droits de liberté d'expression sont protégés », a-t-il mentionné.

Monette « sûr de perdre »

Parmi les opposants à cette publicité, le conseiller Bob Monette a admis qu'il était « à peu près sûr » de perdre le vote. « Je ne suis pas d'accord parce qu'on utilise la Ville pour être négatif envers les droits des autres (de confession religieuse) », a-t-il rétorqué. D'autres membres du conseil ont voté contre la proposition, soit le maire Larry O'Brien, Rainer Bloess, Eli-El Chantiry, Rob Jellett et Doug Thompson.

« C'est une victoire pour la liberté d'expression, s'est réjoui un porte-parole de Free Thought Association, Michel Cléroux. Cela ne m'empêche pas d'avoir du respect pour les conseillers et leurs opinions. »

Les élus ont aussi convenu de préciser la politique sur les publicités apposées sur les véhicules d'OC Transpo, pour s'assurer qu'elles soient toutes conformes à la Charte canadienne des droits et libertés.

Dans les dernières semaines, ces publicités sont apparues sur d'autres autobus en Espagne, mais aussi à Calgary et Montréal.

Ces mêmes affiches doivent être rendues publiques à Seattle, aux États-Unis, le mois prochain.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



Concours en ligne
**ON DÉRRROULE
CHAQUE JOUR**

**GAGNER DU
CAFÉ GRATUIT
POUR UN AN**
Tirages Quotidiens

Particip
en lig

cyberpresse.ca

Publié le 12 mars 2009 à 07h09 | Mis à jour à 07h14

Une crise mondiale de l'eau se dessine



Photo: archives La Presse



François Cardinal
La Presse

L'humanité est dépendante de l'eau et pourtant, elle représente une menace croissante pour cette fragile ressource. Dans le plus important rapport jamais réalisé sur l'eau, qui sera dévoilé aujourd'hui, l'ONU tire la sonnette d'alarme et en profite pour montrer le Canada du doigt.

Sous l'effet de la surpopulation, de l'augmentation du niveau de vie et des changements climatiques, les réserves d'eau subissent des pressions sans précédent partout sur la planète, ce qui met en péril la paix et la croissance à long terme.

Voilà le cri d'alarme que lancera l'ONU ce matin, à son quartier général de New York, en dévoilant le plus important rapport jamais réalisé sur la situation de l'eau dans le monde.

Obtenu par La Presse, le troisième rapport triennal des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau se distingue des précédents par son envergure, son caractère militant, mais surtout son ton alarmant. Notons que la coordination du projet a été menée par l'ancien président du BAPE, William J. Cosgrove.

«Il est clair que l'on doit agir de toute urgence pour éviter une crise mondiale de l'eau, écrit d'entrée de jeu le grand patron de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura. Malgré le caractère vital de l'eau pour la vie humaine, le secteur est victime d'un manque chronique de soutien politique, d'une mauvaise gouvernance, et de sous-investissement.»

Forum mondial de l'eau

Élaboré par plusieurs groupes d'experts rattachés aux 24 agences des Nations unies, le document de près de 350 pages s'intitule L'eau dans un monde qui change. Il servira de base au 5e Forum mondial de l'eau, qui s'ouvre à Istanbul lundi prochain.

«Le message principal du rapport n'est pas tant que l'eau existe en quantité limitée, mais plutôt que les fonds consacrés à cette ressource, tant publics que privés, sont nettement insuffisants», explique en entrevue l'un des

principaux auteurs du rapport, le chef scientifique du groupe québécois Unisféra, Richard Connor.

On note ainsi que l'argent investi dans la lutte contre les changements climatiques ne sert qu'à réduire les gaz à effet de serre, non pas à s'adapter à un climat en bouleversement qui menace, justement, les ressources en eau. «Les fonds consacrés aux problèmes liés à l'eau sont minuscules en comparaison des sommes investies pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ou contre la crise économique actuelle», se désole-t-on.

On déplore ainsi qu'à peine 6% de l'aide internationale soit consacrée à l'eau, alors que cette ressource est au coeur de la plupart des problèmes vécus dans les pays les plus pauvres du globe.

«Le rapport montre que certains pays ont réagi. On constate certains progrès dans la distribution d'eau potable, par exemple. Mais bien d'autres secteurs ont été négligés, et après des décennies d'inaction, les problèmes reliés à l'eau sont énormes et s'aggraveront si rien n'est fait», prévient-on.

Surpopulation

On précise que toutes les crises vécues ces dernières années, alimentaire, énergétique, environnementale ou économique, ne pourront être réglées qu'à condition d'efforts supplémentaires de la communauté internationale dans le dossier de l'eau. Cela est d'autant plus vrai, note-t-on, que de nombreux problèmes pourraient bien provoquer une crise mondiale de l'eau, à commencer par la surpopulation. Plus de 80 millions d'habitants s'ajoutent chaque année sur la planète, un problème accentué par l'augmentation de la qualité de vie dans plusieurs pays émergents.

Selon des données publiées hier par l'ONU, la population mondiale devrait atteindre les 7 milliards d'individus en 2012, puis dépasser les 9 milliards en 2050. Il y a actuellement 6,8 milliards d'humains sur terre.

Cela ajoute nécessairement de la pression sur l'eau et ce, de différentes façons. La nourriture consommée par les populations plus aisées, par exemple, exige de plus grandes quantités d'eau. La production d'un kilo de blé peut nécessiter jusqu'à 2000 litres d'eau, alors que celle d'un kilo de viande, 20 000 litres d'eau.

La demande en énergie augmente aussi au rythme de la démographie, et avec elle les prélèvements d'eau nécessaire à la production énergétique. Pour générer 1 MWh d'électricité à partir du charbon, il faut 2 m³ d'eau, à partir du nucléaire 2,5 m³ et du pétrole, 4 m³. Le pétrole bitumineux? De 20 à 45 m³ d'eau (voir autre texte).

francois.cardinal@lapresse.ca

64 milliards m³ croissance attendue des besoins en eau, chaque année.

1 kg de viande = 1000 à 20 000L d'eau

1 kg de blé = 400 à 2000L d'eau

2,5% Portion d'eau douce sur l'ensemble de l'eau sur la planète

200 milliards/an Coût de la modernisation des infrastructures liées à l'eau dans les pays industrialisés.

80% Portion des maladies liées à l'eau dans les pays en développement.

20% Portion de l'énergie produite dans le monde provenant de l'hydroélectricité.

67% Portion de la population mondiale qui n'aura pas accès à des installations

sanitaires adéquates en 2030.

Les principales menaces

DÉMOGRAPHIE

80 millions d'habitants s'ajoutent chaque année sur la planète.

ÉNERGIE

Croissance de la consommation de 60% d'ici 2030.

CLIMAT

La température mondiale pourrait croître de 1 à 6 degré d'ici 2100.

Les plus gros consommateurs

1- INDE

2- CHINE

3- ÉTATS-UNIS

4- PAKISTAN

5- JAPON

Cyberpresse vous suggère

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Educators go snakey to motivate students

Unusual teaching techniques prove to be academic successes

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 12, 2009



Osgoode Public School principal Nicole Gilmore, assisted by handler Kevin Dungey, draped a three-metre long python around her neck in front of an appreciative school as part of a bargain she made with students in exchange for their beating last year's read-a-thon numbers.

Photograph by: Pat McGrath, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

Principals and teachers are doing strange things in the name of education. They're getting covered in slime and mud, eating raw eggs and worms and cuddling up to assorted unsavoury critters to motivate students.

Yesterday, Osgoode Public School principal Nicole Gilmore draped a three-metre long python around her neck in front of her clamorous and appreciative school, part of a bargain she made with students in exchange for their beating last year's numbers in the school's fourth's annual Read-a-thon.

This year, Osgoode's 170 students read for over 109,000 minutes, more than doubling last year's total. Gilmore cuddled up with the 22-kilogram albino Burmese python, a species that constricts its prey in the wild.

"The kids see it as a big motivator. They're not that turned on by prizes," she said.

Osgoode parents reported that their children were reading instead of watching television or playing

video games, they were reading on the way to games, reading while waiting for the bus and reading while on the bus.

"Maybe kids are so over-stimulated and so well-looked-after that prizes don't matter," said Gilmore, who puckered up and kissed a pot-bellied pig for last year's challenge. When she offered to up the ante, students came forward with suggestions ranging from shaving her head and dyeing her hair blue.

Perhaps its the lèse-majesté thrill of seeing the person in charge doing something embarrassing. But educators say it works.

Ruth Rees, a professor of education at Queen's University who teaches educational leadership, said there are two kinds of motivations -- internal and external. The student with internal motivation reads because he or she loves to read. The external motivation, like seeing your principal wearing a live python, encourages the student to meet goals.

That helps the student develop competency and the motivation switches to internal when a student has better skills, Rees said. "We do a lot under the table and a little above the table to get what we want."

Among the other prizes on offer at Osgoode Public School yesterday was an opportunity for top readers in Grade 4, 5 and 6 to become principals and vice-principals for a day. Connor Simmons, 11, a Grade 6 student, read 3,010 minutes to win one of the spots.

Research shows the principal is the most central person in a school, Rees said. "They're role models. They're actors on a stage."

Principals who kiss pigs show they have a playful side, she said. "We can get muddy. We can get wet. We're part of the group, too."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Little done to elicit task force feedback

THE OTTAWA CITIZEN MARCH 12, 2009

Re: Municipality in downward spiral: report, March 6.

The mayor's task force report on governance could have a profound impact on how our city operates, engages residents and makes decisions. Yet there seems to be little talk about the mayor's report outside of City Hall.

Ostensibly aimed to improve how our city consults and makes decisions, I have already observed an inconsistency. The mayor's consultation process to change how we are governed and make decisions will consist solely of an online forum on the mayor's office website through www.governance-ottawa.ca.

The mayor's own task force stated, "Citizens must be brought into the process early and often, and in ways that allow participation."

Why then do we not follow this principle from the get-go? How inclusive is an online discussion for all city residents?

Consultation must involve the diversity of Ottawa residents. This means people who do not own a computer or those whose first language is not French or English.

This city belongs to all residents, not just those who are comfortable using an online-forum. These are fundamental issues we are considering. A series of public meetings should have been convened so the residents could learn about the task force recommendations and then give their input on changes.

City staff will soon be producing white papers on governance. It is essential that public consultative sessions are held to engage our residents on these staff reports.

Jenny Gullen,

Ottawa

People for a Better Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Transit pass plan for students fails at council

Councillors vote against waiving rules for debate

BY PATRICK DARE, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 12, 2009

The push for a pilot project for a transit pass for University of Ottawa students died at Ottawa Council on Wednesday when councillors decided they couldn't even debate the issue.

City council's transportation committee had unanimously approved the program, which would see more than 24,000 University of Ottawa undergraduates from Ontario getting a transit pass for \$125 per semester.

However, city solicitor Rick O'Connor told council in a memo that they should waive the rules of procedure because council had already looked at the university pass issue in December. At the meeting, Mayor Larry O'Brien ruled that council must waive the rules. That's a high bar, since three quarters of council must support waiving the rules.

Councillors supporting the project argued there were a lot of new facts that mean it was not simply a re-debate. Those new facts included falling transit ridership at the university, the need to rebuild ridership after a 53-day transit strike and a promise that any costs of the program would not result in additional property taxes.

Rideau-Rockcliffe Councillor Jacques Legendre begged his fellow councillors to debate and support the initiative. Capital Councillor Clive Doucet said the university pass was a rare opportunity to do something positive after a devastating transit strike in December and January. He noted that, if the pilot is successful, it could be expanded to serve a total of 50,000 postsecondary students in the city.

However, only half of councillors were willing to debate the project. Sixteen votes were needed and only 11 councillors voted to debate the issue.

River Councillor Maria McRae was appalled, saying councillors happily approved \$5.7 million in spending for pet projects in their wards earlier in the day but wouldn't support a measure to advance public transit's cause.

"It's very disappointing," she said, adding that Ottawa was the only large city in Ontario not to have such a program. "We're letting the students down. This reflects a lack of city-wide vision."

Doucet was bitterly disappointed, saying it was the fourth attempt in 10 years to get a university pass and this time he felt a majority of councillors wanted it. However, he said he was tripped up when the mayor ruled that there was not new information and that the rules had to be waived.

The chairman of the city's transit committee, Alex Cullen, said the failure to approve a university pass was "a setback" that meant such a program will not happen in Ottawa for years.

John Rausseo, sustainable development co-ordinator at the University of Ottawa, said the university has been working on this proposal for five years and the refusal of council was "a shame." Still, he said the university, whose undergraduates voted to support the pass, would not give up.

A universal transit pass for university students has been discussed for 15 years in Ottawa.

Council did vote Wednesday to delay a ticket-price increase scheduled for April until July 1, with the \$1.1-million cost to come from OC Transpo's bus refurbishment program. Council also confirmed a strategy of reducing new bus purchases from 38 to 13 this year to cover the \$22.7-million shortfall created by the transit strike.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Call to grade success of 4-year program

JONATHAN JENKINS
Queen's Park Bureau

TORONTO — Ontario could and should begin counting how many high school students graduate from the four-year program in four years, Premier Dalton McGuinty said today.

"It probably wouldn't hurt to do that," the premier said after being repeatedly pressed on the question by a reporter. "I don't see why it would be a problem for us to collect that information."

The ministry of education does not break out the four-year grad rate — only the number of students who pass after five years.

"What we wanted was to compare apples to apples," McGuinty said. "We had a five-year program

forever and then we dropped that to a four-year program."

Many students simply don't feel ready to move on after four years and take an extra fifth year of high school to improve their marks or stay with their classmates, he said.

Opposition parties said the real reason the government doesn't count four-year grads is because there aren't a lot of them.

"There's a very good reason why they're not letting (parents) know — it's because it's bad news" NDP critic Cheri DiNovo said.

Progressive Conservative education critic Joyce Savoline said the government can't produce hard results. "I think probably 50% of the kids don't go on."

jonathan.jenkins@sunmedia.ca